



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

**Trente-troisième session**

**Rabat (Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024**

**Déclaration du/de la porte-parole des organisations de la société civile**

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,  
Mesdames et Messieurs,**

Nous, les 42 représentants des paysans, des femmes et des jeunes ruraux, des pêcheurs, des travailleurs des systèmes agricoles et alimentaires, des éleveurs, des peuples autochtones, des coopératives, des consommateurs et des organisations non gouvernementales (ONG), qui représentons des organisations de la société civile (OSC) nationales, régionales et internationales provenant de 20 pays, nous sommes réunis à Casablanca, au Maroc, les 21 et 22 février 2024 pour la Consultation de la société civile organisée, en lien avec la 33<sup>e</sup> Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui se tiendra du 18 au 20 avril 2024 au Maroc.

**Nous reconnaissons et nous saluons les efforts de la FAO et du Gouvernement du Maroc qui aident la société civile à saisir cette possibilité de débattre collectivement de notre relation, des défis, de nos revendications et de nos propositions à l'égard de la FAO et de nos pays, et qui facilitent aussi l'examen des questions pertinentes inscrites à l'ordre du jour de la Conférence régionale.**

Nous nous réjouissons de voir les progrès réalisés dans l'application des recommandations que nous avons adressées à la FAO et nous nous félicitons de disposer à nouveau de cet espace d'échanges important, qui permet d'élaborer une compréhension collective du contexte actuel en Afrique et des perspectives dans un cadre mondial, de ses effets sur les systèmes alimentaires africains et d'évaluer les progrès accomplis concernant les recommandations de la société civile africaine à la FAO. Dans le cadre de la consultation de cette année, cet espace sert aussi à étudier les moyens d'exploiter la science et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture

*Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), à promouvoir les aliments locaux pour améliorer la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire, à étudier comment lutter contre les pertes et le gaspillage de nourriture, à renforcer la résilience grâce à la transformation des systèmes agroalimentaires, à examiner les enjeux et les défis liés à la crise pastorale face au changement climatique et à étudier les moyens de renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la création de systèmes agroalimentaires inclusifs.

## CONTEXTE

L'évolution des rapports de force à l'échelle mondiale continue à menacer la souveraineté de nos pays. À l'heure où la crise mondiale frappe les systèmes alimentaires locaux, la question de la souveraineté alimentaire est plus que jamais au cœur des débats. Selon les prévisions, les prix de l'alimentation vont continuer à augmenter et la plupart des pays africains n'auront plus de quoi nourrir leurs populations. Beaucoup d'agriculteurs et de producteurs d'aliments sont menacés par des conflits armés, et les jeunes sont de plus en plus nombreux à quitter les zones rurales pour rejoindre les grandes villes ou d'autres destinations, en quête d'une vie meilleure. Alors que le besoin de politiques endogènes adaptées aux réalités locales africaines, qui répondent aux aspirations des populations et en assurent le bien-être, reste criant, la production agricole du continent reste axée autour de quelques produits d'exportation, et nous importons la majorité de nos denrées de base alors qu'elles pourraient être produites localement. Nous déplorons que nombre de nos gouvernements appliquent généralement des politiques dont les intérêts ne sont pas ceux de la population en général. Nous observons avec consternation les grandes entreprises continuer à capter l'attention de beaucoup de gouvernements au détriment des populations.

Les Africains sont forts et travaillent dur pour nourrir leurs familles et leurs communautés, et ils luttent contre l'idée qu'ils n'ont aucune perspective alors que le continent est extrêmement riche. Un développement endogène est la responsabilité de chacun. Les exemples ne manquent pas pour illustrer ce propos, notamment les politiques qui donnent aux femmes et aux jeunes la priorité dans l'accès aux terres, les programmes d'achats publics et les programmes de vente directe aux consommateurs, en plein essor dans certains pays, qui créent des débouchés très importants.

Nous observons également que certains obstacles apparaissent ou persistent, ce qui fragilise les espoirs suscités par les initiatives actuelles:

- Les gouvernements continuent d'affirmer que l'agriculture est une priorité, mais n'y consacrent pas une part importante de leurs budgets. De surcroît, une grande partie des sommes dépensées pour l'agriculture se concentre sur les actifs et les opérations publics, et non sur les investissements dans les exploitations<sup>1</sup>;
- Nous observons dans un certain nombre de pays que l'accent est mis à tort sur des politiques de soutien à l'agriculture conventionnelle destructrice, que les espaces agricoles sont inégalement répartis au détriment des éleveurs, à qui l'on refuse le

---

<sup>1</sup> Deuxième rapport biennal sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo, Union africaine, 2020.

droit aux pâturages dans les zones de forêt. Certains pays refusent en outre de se conformer aux accords régionaux concernant la libre circulation des éleveurs et de leurs animaux.

- Outre les effets des chocs imminents tels que le changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, les pandémies ou encore les guerres, la résilience du système alimentaire africain est gravement menacée par l'absence de protection marine, l'agriculture industrielle et l'importation non contrôlée de grandes quantités de semences et d'animaux qui ne sont pas adaptés au contexte africain et nécessitent des investissements massifs et peu fructueux;
- Le système alimentaire africain souffre de limites importantes qui entraînent, entre autres conséquences, d'importants gaspillages et pertes alimentaires imputables aux organismes nuisibles et aux maladies, à la pêche illégale, à la surexploitation des ressources, à des catastrophes naturelles, à des pertes après récolte, au manque ou à l'insuffisance de connaissances, d'équipements et d'infrastructures (notamment d'électricité) pour le traitement, le stockage et le conditionnement des produits alimentaires, ainsi qu'à des lacunes en matière de planification et d'anticipation des opérations de production, de transformation et de commercialisation;
- Les petits producteurs alimentaires sont livrés à eux-mêmes dans une économie de marché, dépourvue de garanties et de protections, incapable d'assurer la dignité et de créer des conditions favorables à l'intégration des jeunes, notamment de renforcer concrètement leurs capacités en lien avec les systèmes alimentaires;
- Nous déplorons le fait que les engagements contractés par nos gouvernements aux niveaux mondial et continental ne soient pas suffisamment pris en compte au niveau national, comme l'engagement pris aux termes de la Déclaration de Malabo en faveur de l'agriculture (allouer 10 pour cent des dépenses publiques à l'agriculture), ou le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, qui a été élaboré mais n'est pas financé;
- L'Afrique connaît une nouvelle vague d'accaparement des terres et des ressources, qui ne pourra être arrêtée que si tous les acteurs y accordent une attention particulière;
- Les relations entre les OSC et les bureaux de pays de la FAO, avec lesquels il existe encore de fortes limitations, restent un défi important.

C'est pourquoi, à la suite des deux journées de débat dans le cadre de la consultation de la société civile, **nous appelons vivement nos gouvernements à prendre les mesures suivantes:**

- Soutenir les petits producteurs en améliorant l'aide financière et technique à la production, au stockage, à la distribution (y compris le transport et les infrastructures), à l'accès aux intrants, aux technologies et aux marchés, en intégrant les zones isolées hautement productives, ainsi qu'en renforçant les capacités en matière de techniques de conservation des aliments, ce qui permettra de réduire les pertes après récolte et de garantir une grande disponibilité des aliments de base locaux. Il faut également prévoir des axes de soutien spécifiques pour les femmes et les jeunes;
- Investir dans la recherche-développement afin d'améliorer les rendements et la qualité des aliments locaux de façon à protéger les intérêts des producteurs et des consommateurs d'aliments locaux, et garantir la propriété locale du matériel et des

informations génétiques. En outre, les entreprises et les autres acteurs du système alimentaire doivent se mobiliser pour réduire les pertes et le gaspillage de nourriture;

- Adopter une approche globale et multisectorielle qui prenne en compte les besoins, les priorités, les menaces et les réalités de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique au sein de chaque pays, afin d'améliorer la rentabilité de la production alimentaire à petite échelle et de favoriser une économie circulaire et solidaire;
- Mettre en œuvre des politiques inclusives en matière de prévention des risques biotechnologiques afin d'empêcher la contamination des cultures non génétiquement modifiées par des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de parer à d'autres dangers liés aux nouvelles technologies;
- Mettre en place des réglementations et des infrastructures, et améliorer celles qui existent déjà, afin de contrôler et de protéger les zones de pêche locales contre la pêche illicite, améliorer la coordination des accords de pêche entre les pays voisins et diffuser à grande échelle l'agroécologie dans chaque pays;
- Renforcer les capacités et encourager les jeunes et les entrepreneuses à investir dans le système alimentaire, et promulguer des lois visant à protéger les femmes des mauvais traitements, notamment dans le cadre des traditions et de la culture locales;
- Veiller à ce que les réformes foncières tiennent compte de perspectives à court, moyen et long terme, et qu'elles protègent les intérêts et les priorités des petits producteurs d'aliments;
- Créer des mécanismes d'assurance afin de protéger les producteurs d'aliments des risques climatiques;
- Créer des infrastructures de communication adaptées, et améliorer les infrastructures existantes, afin de faciliter l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans les zones rurales.

**Nous appelons en outre la FAO à prendre les mesures suivantes:**

- Persuader et encourager les autorités nationales à prendre en compte les recommandations formulées lors des consultations;
- Associer le secteur privé local à l'application des recommandations concernant les pertes et le gaspillage alimentaires;
- Collaborer et s'associer avec les OSC en aidant les initiatives locales et les partenariats public-privé à investir dans la production et la consommation d'aliments locaux et à en faire la promotion;
- Fournir un appui technique et financier pour la production, la transformation, le stockage et la distribution des aliments locaux, ainsi que pour la gestion des cultures, la préservation des sols et l'utilisation rationnelle des intrants;
- Élaborer des supports de communication transparents qui permettent de faire participer, au niveau national, les OSC et les organisations paysannes à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des consultations de la FAO, des programmes d'exécution, des cadres de résultats et d'autres espaces multisectoriels, afin de ne laisser pour compte aucune personne ni aucun groupe;
- Encourager les visites d'échanges de connaissances entre les OSC et les organisations de paysans aux niveaux national et régional.

**Nous demandons à la FAO et à nos gouvernements de:**

- Faciliter l'instauration de systèmes participatifs de garantie pour la certification des produits;
- Favoriser la modernisation des moyens de production, de transformation, de conditionnement et de distribution des produits des paysans;
- Concevoir et mettre en application des mécanismes de distribution des denrées alimentaires à l'échelle du continent;
- Mettre en place des services de crédit adaptés pour soutenir les activités des femmes;
- Accorder une attention particulière aux besoins et aux droits des enfants et leur consacrer des ressources spécifiques;
- Faire participer les femmes et les organisations de jeunes aux stratégies de développement et à tous les mécanismes de participation, de suivi et de prise de décision concernant le secteur agricole et le système alimentaire, en assurant le respect des droits de l'enfant à chaque étape;
- Accorder aux petits producteurs d'aliments des subventions aux intrants appropriées, dans une perspective d'autonomie et d'autosuffisance;
- Mettre en place des systèmes d'alerte rapide liés au système alimentaire qui soient adaptés, transparents et efficaces.

**Nous demandons à la FAO, à nos gouvernements et à la société civile africaine de collaborer afin de:**

- Prêter particulièrement attention au lien entre le pastoralisme et le changement climatique et à son incidence sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs, et adopter des politiques, des programmes et des initiatives visant à accroître la résilience des systèmes pastoraux;
- Créer des mécanismes permettant de suivre la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo (un «Malabomètre»), de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, notamment afin d'évaluer l'efficacité de ces investissements. Il convient également de protéger et de soutenir le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et d'organiser une bonne gouvernance des ressources, afin de changer le regard et les opinions des populations sur leurs gouvernements;
- Préserver et protéger les semences indigènes et paysannes, constituer des banques de semences locales et nationales et créer des réseaux de laboratoires d'innovation et de recherche consacrés aux semences paysannes dans chaque pays;
- Mettre en place des programmes d'intégration des technologies novatrices et/ou numériques afin d'améliorer la production et la distribution alimentaires (par exemple, des plateformes numériques qui garantissent le libre accès aux données mais conservent la propriété à la source, ou encore des technologies relatives aux drones) et encourager la généralisation de la production et de l'usage de pesticides et d'herbicides naturels;
- Veiller particulièrement à accroître et à améliorer la production d'aliments de qualité en utilisant des pratiques et des principes agroécologiques et de culture biologiques (notamment, entre autres choses, les techniques de micro-potager)

dans les zones urbaines et périurbaines, y compris par la protection et la conservation des terres agricoles;

- Investir en priorité dans des chaînes de valeur alimentaires inclusives et durables, fondées sur les pratiques et les principes de l'agroécologie, de l'agriculture biologique, du pastoralisme et de la pêche durables, qui sont résilients face aux crises telles que le changement climatique et les pandémies, tout en préservant les ressources naturelles (eau, sols, semences, biodiversité, etc.) et la souveraineté alimentaire des populations africaines;
- Encourager la diversification des moyens de subsistance des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs afin d'accroître la résilience de ces moyens;
- Défendre le journalisme indépendant et d'investigation s'intéressant aux enjeux agricoles et alimentaires et améliorer la recherche sur la création des médias pédagogiques et d'investigation.

**Enfin, en tant qu'organisations de la société civile, nous nous engageons à:**

- Informer et sensibiliser la population en menant des campagnes sur les atouts nutritionnels et culturels des aliments locaux d'Afrique, en organisant des ateliers de cuisine et des présentations afin de mettre en valeur la diversité de la gastronomie et de la culture alimentaire africaines;
- Faire campagne et militer auprès de nos organisations, nos communautés et nos autorités pour promouvoir la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture et la valorisation de nos excédents de production;
- Favoriser les modèles de vente collective au sein des coopératives et des organisations d'exploitants agricoles;
- Porter une voix forte, constante et coordonnée sur les préoccupations nationales et favoriser les échanges directs entre les OSC et les gouvernements, ainsi qu'avec la FAO;
- Renforcer la communication et la cohésion entre les OSC et les organisations de producteurs du système alimentaire au niveau national, et structurer de manière autonome les mouvements africains afin d'exercer une pression forte et efficace sur les gouvernements pour les pousser à agir;
- Améliorer le suivi de nos recommandations, formulées à nous-mêmes en tant que société civile;
- Créer des espaces de consultation spécifiques aux femmes et aux jeunes;
- Encadrer les jeunes dans leur rôle de futurs dirigeants.

La consultation des OSC d'Afrique suit avec beaucoup d'intérêt les fortes mobilisations récentes des producteurs alimentaires dans toute l'Europe, qui réclament des prix et des revenus justes. Nous affirmons notre solidarité avec nos camarades paysans européens engagés dans ce noble combat. Cette consultation invite les autorités politiques africaines, à tous les niveaux, à mener une réflexion constructive sur la question des prix justes, des revenus dignes et des emplois décents pour tous les producteurs d'aliments, l'objectif étant de créer les conditions d'une véritable résilience des systèmes alimentaires africains.

Au nom des organisations représentées dans la consultation des OSC, nous formons le vœu que nos analyses, nos demandes et nos propositions sincères seront accueillies favorablement par vous et vos équipes, et nous avons à cœur d'établir des collaborations plus concrètes avec vous à l'avenir.

**Casablanca (Maroc), 22 février 2024**